Observatoire Afrique de l'Est, australe et centrale

La non-élection somalienne de 2026. Crise constitutionnelle et violence politique

Aden Omar Abdillahi

Date : Août 2026



Les opinions et analyses exprimées dans ce livrable n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne sauraient représenter ou traduire une prise de position de l'organisme pilote de l'étude.

The opinions and analyses expressed in this document are the sole responsibility of the authors. They do not represent or reflect the position of the organisation leading the study.

Aden Omar Abdillahi est chercheur au Centre d'étude et de recherche de Djibouti (CERD).

Table des matières

Liste des abréviations iv
Introduction 1
I. La révision de la Constitution. « *Une personne, une voix, un fusil* » ? 2
1. La Constitution provisoire de 2012 2
2. Vers un régime présidentiel ? 3
Les propositions constitutionnelles initiales 3
Des propositions constitutionnelles ajustées au fil des consultations 4
Les facteurs de la réussite du président 5
3. Les inquiétudes multiformes de l'opposition 5
Les difficultés de coordination au sein de l'opposition 6
Une opposition de plus en plus virulente 6
De la contestation politique à l'escalade militaire 7
II. Les relations entre l'État fédéral et les États régionaux 8
1. La détérioration des relations entre Mogadiscio et les États du Puntland et du Jubaland 10
2. Les États du Nord-Est, du Sud-Ouest, de Galmudug, et de Hirshabelle : ou comment HSM tente d'imposer ses fidèles 11
3. Que reste-t-il du Somaliland et de ses espoirs d'indépendance ? 13
III. Les implications régionales et internationales de la crise constitutionnelle et électorale 14
1. La lutte contre Al-Shabaab : insurrections locales et interventions internationales 15
2. La Somalie de HSM, l'unité somalienne et ses soutiens régionaux 17
Conclusion 20

Liste des abréviations

ATMIS : Mission de transition de l'Union africaine en Somalie, devenue l'AUSSOM en janvier 2025

AUSSOM : African Union Support and Stabilization Mission in Somalia (Mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie), qui a succédé à l'ATMIS

Daech : acronyme arabe désignant l'État islamique (mentionné comme mouvement actif dans les montagnes d'Al-Miskaad, Puntland)

DP World : opérateur portuaire émirati, partenaire du port de Berbera (Somaliland)

HSM : Hassan Sheikh Mohamud, président fédéral de la Somalie

ICRIC : Independent Constitutional Review and Implementation Commission (Commission indépendante de révision et de mise en œuvre de la Constitution)

JSP : Justice and Solidarity Party, parti politique fondé par HSM en mai 2025

MoU : Memorandum of Understanding (mémorandum d'entente), notamment l'accord Éthiopie-Somaliland du 1er janvier 2024

NCC : National Consultative Council (Conseil consultatif national)

OC : Oversight Committee (Comité de surveillance parlementaire), en anglais Parliamentary Oversight Committee

SCC-Khatumo : entité formée par les régions de Sool, Sanaag et le district de Cayn, devenue l'État du Nord-Est en 2025

SFC : Somali Future Council, coalition d'opposition créée en octobre 2025

SSF : Somali Salvation Forum (Forum pour le Salut de la Somalie)

Introduction

L'élection présidentielle somalienne de 2022 a été remportée par Hassan Sheikh Mohamud (HSM, président fédéral de la Somalie) face à Mohamed Abdullahi Farmaajo (2017-2022), qui s'était maintenu au pouvoir près d'un an et demi au-delà du terme de son mandat – prolongation qu'il justifiait par l'organisation à venir d'un scrutin « *un homme, une voix* ». Après des mois de troubles politiques organisés par la coalition de l'opposition, des affrontements avec les forces de police, et face à un premier ministre de connivence avec ses adversaires, Farmaajo s'était résolu à organiser des élections parlementaires et présidentielles indirectes sur lesquelles il n'avait plus entièrement la main.

Les observateurs conviennent qu'au vu de son bilan, M.A. Farmaajo aurait eu plus de chances d'être réélu si les élections avaient été organisées dès l'expiration de son mandat en 2021. Le 15 mai 2022, HSM est donc finalement revenu au pouvoir[1], élu par les parlementaires somaliens sur la base d'arrangements électoraux fondés sur la Constitution provisoire de 2012. Pour l'élection présidentielle de 2022, HSM avait choisi un slogan évocateur pour se différencier de son rival. Il promettait : « *Des Somalis réconciliés entre eux et réconciliés avec le monde* ». Il était porteur d'espoirs et d'apaisement après plus de cinq années de progrès, certes, mais aussi d'autoritarisme, d'un pouvoir inflexible et de l'imposition d'un régime fédéral omniprésent et centralisé. Les Somaliens, qui vivaient au sein d'un État faible depuis la chute de Mohamed Siad Barre en 1991, refusaient ainsi une forme d'exercice du pouvoir rappelant les affres du passé.

HSM se proposait de répondre à ces inquiétudes. Mais après quatre années à la tête de la Somalie (2022-2026), l'opposition somalienne l'accuse d'emprunter la même trajectoire que son prédécesseur en se maintenant au pouvoir au-delà de la fin de son mandat, le 15 mai 2026. Il avait entamé dès le début de sa présidence une réforme constitutionnelle contestée par l'opposition et par une partie des présidents des États membres de la fédération somalienne. Ses relations avec ces derniers se sont dégradées et la résistance s'est organisée pour faire face à ce qui est perçu comme une démarche illégale de révision de la Constitution dans le seul but de contrôler tous les leviers du pouvoir.

Cette crise politique interne vient, par ailleurs, aggraver la situation sécuritaire en provoquant de nouveaux affrontements et en détournant l'attention de l'armée somalienne de la menace grandissante des Shabaab. Elle se déroule aussi dans un contexte d'affaiblissement de la Mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM), d'intensification des rivalités régionales (Éthiopie-Égypte, notamment) et de recomposition des rapports d'influence avec une montée en puissance de la Turquie et de l'Égypte.

Cette note s'appuie sur des entretiens menés auprès de témoins privilégiés de la vie politique somalienne au cœur de l'actualité du pays des dernières années. Elle abordera dans un premier

[1] Il avait déjà exercé les fonctions de président de la Somalie entre 2012 et 2017.

temps les étapes, le contenu et les enjeux de la réforme constitutionnelle pilotée par l'État fédéral somalien ainsi que les réactions des forces d'opposition. Elle reviendra ensuite sur les formes de cette crise à l'échelle de la fédération, et ce qu'elle nous enseigne de l'état des relations entre les institutions fédérales et les États fédérés. Enfin, elle reviendra sur le contexte international et sous-régional de cette crise politique.

I. La révision de la Constitution. « *Une personne, une voix, un fusil* »[2] ?

1. La Constitution provisoire de 2012

Lors des élections présidentielles de 2022, chaque candidat avait promis, s'il était élu, de procéder à une révision constitutionnelle et de doter le pays d'une nouvelle Constitution qui remplacerait celle, provisoire, de 2012. Cette dernière constituait le **premier texte constitutionnel du pays depuis l'effondrement de l'État somalien en 1991**. Elle consacrait une architecture institutionnelle assez claire après une longue période d'instabilité et s'inscrivait dans la continuité de nombreux processus de paix visant à rétablir le fonctionnement normal de l'État depuis la conférence d'Arta de 2000. Les conditions pour organiser un référendum constitutionnel n'étant pas réunies en raison du contexte sécuritaire, elle a été adoptée en août 2012 à une majorité écrasante par l'Assemblée constituante nationale.

Le texte de 2012 consacrait le fédéralisme, un exécutif dual, un pouvoir législatif composé de deux Chambres (la Chambre du peuple et la Chambre haute représentant les États membres) et un pouvoir judiciaire. L'exécutif y est composé d'un président et d'un **premier ministre, chef du gouvernement, qui est nommé par le président mais que celui-ci ne peut révoquer**. Le président de la République était élu par les membres des deux Chambres pour un mandat de quatre ans. Élus pour quatre ans également, **les parlementaires avaient vocation à équilibrer le pouvoir de l'exécutif**, et en particulier du président. Les Somaliens seraient en effet « *traumatisés par l'expérience d'un président fort, maître de toutes les institutions comme Mohamed Siad Barre et redoutent toujours les conséquences désastreuses d'un pouvoir dictatorial qui chercherait à se maintenir par la brutalité et la force* »[3]. En limitant les pouvoirs du président, la Constitution devait éviter que cette histoire ne se reproduise.

C'est dans le cadre de cette Constitution provisoire qu'ont été organisées, en 2012, les élections ayant permis à HSM d'accéder à un premier mandat, ainsi que les élections générales

[2] En référence à l'expression « Un homme, une voix, un fusil » (« *Qof iyo cod ama qof iyo qorri* » en langue somalie). Cette expression devenue très célèbre dans la politique somalienne depuis 2024 symbolise les différends politiques entre les membres de la coalition de l'opposition et le président somalien, Hassan Sheikh Mohamud. Cette expression a été prononcée par Abdirahman Abdishakur Warsama, un des leaders de l'opposition, pour contester la révision constitutionnelle et souligner que l'entêtement du président HSM pourrait déboucher sur une nouvelle guerre civile.

[3] Discussions avec un membre d'un think tank somalien en décembre 2021 à Djibouti.

de 2017 et de 2022. Après avoir perdu les élections de 2017 au profit de Mohamed Abdullahi Farmaajo, HSM a été réélu le 15 mai 2022.

Bien qu'ayant permis une certaine stabilité institutionnelle, le texte de 2012 comportait de nombreuses lacunes. Parmi ses insuffisances figuraient : le flou dans la délimitation des compétences entre l'État fédéral et les États membres, le maintien d'un modèle de partage du pouvoir basé sur les clans, le recours à un scrutin indirect plutôt qu'au suffrage universel direct, l'absence d'un Conseil constitutionnel ou d'une institution chargée d'arbitrer les contentieux électoraux.

2. Vers un régime présidentiel ?

Le 30 mars 2024, après des semaines de discussions, le Parlement somalien a approuvé les modifications des quatre premiers chapitres de la Constitution[4].

Les propositions constitutionnelles initiales

Les propositions initiales soumises aux débats parlementaires comportaient plusieurs nouveautés :

- le président, le vice-président (poste créé) et les dirigeants des États membres, les membres des conseils locaux au niveau des districts et les maires seraient **directement élus par le peuple** en lieu et place du système clanique de la formule 4,5[5] ;
- le **mandat** des élus (président et parlementaires) passerait de 4 à **5 ans** ;
- **le premier ministre serait nommé et renvoyé par le président de la République** ;
- le nombre de partis politiques nationaux serait limité à deux ;
- une **Commission nationale indépendante des Élections et des Frontières** serait mise en place. Désignés par le président fédéral et le gouvernement, ses membres organiseraient tous les scrutins dans le pays, y compris au niveau régional et communal.

Ces propositions, préparées par le Comité de surveillance parlementaire (Parliamentary Oversight Committee - OC) et la Commission indépendante de révision et de mise en œuvre de la Constitution (Independent Constitutional Review and Implementation Commission - ICRIC) ont été soumises au Parlement au terme d'un **long processus**[6]. Les modalités d'organisation des élections ont, par exemple, été agréées lors d'une réunion des membres du Conseil consultatif national (National Consultative Council - NCC) le 27 mai 2023[7]. Deux autres réunions du NCC, en décembre 2022 à Mogadiscio et en mars 2023 à Baidoa, ont, quant à

[4]https://www.voanews.com/a/somalia-s-parliament-approves-historic-constitutional-amendments/7549916.html, consulté le 15 juin 2026.

[5] D'après ce système validé lors de la Conférence d'Arta (2000), les quatre grandes familles claniques reçoivent chacune une part égale du pouvoir (le "4") ; l'ensemble des clans minoritaires et groupes marginalisés se partagent, eux, une demi-part supplémentaire (le "0,5").

[6] Somali Dialogue Platform & Somali Public Agenda, *Addressing contentious issues on elections in the constitutional review process*, March 2024.

[7] Le Conseil consultatif national réunit le président fédéral, le premier ministre, le vice-premier ministre, les présidents des États membres et le maire de Mogadiscio et gouverneur de la région de Benadir. C'est un organe de concertation au sein duquel sont discutées les principales préoccupations nationales liées à la politique, à la sécurité, au budget ou aux réformes juridiques et institutionnelles.

elles, permis de discuter de la répartition des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les États membres, du modèle judiciaire, de la fiscalité fédérale et de l'architecture de sécurité nationale. De plus, le Conseil consultatif national a introduit la possibilité d'élire le président fédéral et son vice-président (poste qui n'existait pas dans la Constitution provisoire de 2012), au suffrage universel direct.

Avec ces modifications, **la Somalie devait passer d'un régime parlementaire à un régime présidentiel fort pouvant se prévaloir de la légitimité d'un vote populaire**. Le système hybride se transformerait en un modèle strictement présidentiel qui dominerait à la fois l'échelle fédérale et celle des États membres[8].

Des propositions constitutionnelles ajustées au fil des consultations

Le projet a légèrement évolué au fil des débats parmi les députés. Les parlementaires ont adopté l'élection au suffrage universel direct du président, des membres du parlement fédéral et des instances des États régionaux, le mandat de cinq ans pour les élus et la nomination (et le possible renvoi) du premier ministre par le président fédéral. Ils ont en revanche porté le nombre de partis politiques nationaux de deux à trois[9].

L'opposition a contesté chaque étape de cette réforme. HSM les a reçus, sans remettre en cause son projet de révision. En octobre 2024, il a fait approuver par le NCC la mise en place d'une commission électorale unique, la tenue des élections municipales en juin 2025 et des élections régionales en septembre 2025[10].

En novembre 2024, le Parlement a approuvé trois textes : la loi électorale nationale, la loi sur les partis politiques et la loi portant création de la Commission nationale indépendante des Élections et des Frontières[11]. Des élections municipales ont été organisées à Mogadiscio et dans le district de Benadir le 25 décembre 2025 au suffrage universel direct, une première depuis 1969. Les chapitres restants et les articles pendants ont été approuvés par le Parlement le 4 mars 2026, et la nouvelle Constitution a été promulguée par le président quelques jours plus tard. Selon le pouvoir en place, la Somalie dispose, désormais, d'une **nouvelle Constitution pleinement en vigueur, deux mois avant l'expiration du mandat du président fédéral.**

Avenant, chaleureux et orateur séduisant, **HSM est parvenu à rassurer ses concurrents et à les diviser à travers certaines concessions sur des points secondaires**. Il a par exemple accepté en août 2025 un accord avec une faction dissidente de l'opposition prévoyant que les membres de la Chambre du Peuple seraient élus au suffrage universel direct et que ces derniers éliraient ensuite le président. La limitation du nombre des partis politiques à trois a été

[8] Somali Dialogue Platform & Somali Public Agenda, *Addressing contentious issues on elections in the constitutional review process*, March 2024, p. 11.
[9] https://www.voanews.com/a/somalia-s-parliament-approves-historic-constitutional-amendments/7549916.html, consulté le 15 juin 2026.
[10] https://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2024-12/somalia-38.php, consulté le 15 juin 2026.
[11] https://constitutionnet.org/news/voices/provisional-permanent-constitution-assessing-end-somalias-constitutional-review-process, consulté le 15 juin 2026.

remplacée par une nouvelle formule : les mouvements politiques obtenant 10 % des sièges de la Chambre du peuple deviendraient des partis politiques[12].

Les facteurs de la réussite du président

HSM a capitalisé sur deux atouts politiques majeurs pour neutraliser tous les contre-pouvoirs institutionnels. Premièrement, contrairement à ses prédécesseurs, **son premier ministre Hamza Abdi Barre lui est toujours resté fidèle**. Par exemple, c'est l'érosion de la majorité parlementaire de Mohamed Abdullahi Farmaajo et la déloyauté de son premier ministre qui l'avaient forcé à se résoudre à prendre part à une élection présidentielle (qu'il a perdue) en 2022.

Deuxièmement, il a réussi à s'assurer de l'appui de plus des deux tiers des membres des deux Chambres, avec l'appui des leaders des députés et grâce à sa « générosité » financière. Les membres du Parlement sont élus sur une base clanique et leur allégeance politique va souvent au plus offrant. Les départs du NCC de deux présidents lui ont par ailleurs facilité la tâche : celui de Said Abdullahi Deni, président du Puntland, depuis janvier 2023, puis celui d'Ahmed Mohamed Islam dit Ahmed Madobe, président du Jubaland, en octobre 2024. La prise de contrôle de ce qui restait du NCC lui a apporté une autre caution politique.

3. Les inquiétudes multiformes de l'opposition

Dès la fin de la réunion du Conseil consultatif national du 27 mai 2023, les membres de l'opposition ont exprimé leurs inquiétudes face au projet de révision constitutionnelle. Plusieurs figures, dont un ancien président, Sheikh Sharif Sheikh Ahmed (2009-2012), ainsi que trois anciens premiers ministres, Hassan Ali Khaire, Abdiwali Ali Gaas et Omar Abdirashid Sharmarke, ont signé un communiqué commun dénonçant l'accord conclu entre les membres du NCC. **Ils affirmaient que le contenu de cet accord représentait un danger pour l'unité du pays**, mettaient en garde contre toute volonté unilatérale de prolonger les mandats des élus et rappelaient que la priorité du gouvernement devait être la lutte contre le mouvement terroriste Al-Shabaab[13]. L'ancien président Mohamed Abdullahi Farmaajo (2017-2022), dans une déclaration séparée, se déclarait pour sa part favorable à la proposition d'organiser des élections au suffrage universel direct[14].

Le 1er janvier 2024, la signature d'un mémorandum d'entente entre l'Éthiopie et la région du Somaliland, prévoyant l'échange d'une parcelle côtière destinée à l'installation d'une base militaire éthiopienne contre la reconnaissance du Somaliland, **a suscité un élan d'unité nationale**, au grand bénéfice de HSM. **Après quelques semaines néanmoins, les préoccupations internes et les tensions autour de la réforme constitutionnelle ont repris le dessus**. Dès le 24 janvier 2024, le Parlement a validé les modalités d'adoption des

[12]https://www.aa.com.tr/en/africa/somali-opposition-salvation-forums-breakaway-faction-strikes-electoral-deal-with-president/3669809, consulté le 15 juin 2026.
[13] https://www.hiiraan.com/news4/2023/May/191547/political_leaders_oppose_ncc_s_election_agreement_farmaajo_stands_alone_in_supporting_decisions.aspx, consulté le 16 juin 2026.
[14] Idem.

amendements constitutionnels et la procédure de révision de la Constitution. Malgré les protestations des opposants soulignant que le pays se battait déjà sur « *deux fronts : contre l'Éthiopie et contre Al-Shabaab* »[15], le gouvernement et le Parlement continuaient d'accélérer le rythme des réformes.

Les difficultés de coordination au sein de l'opposition

En dépit de points de convergence (dont le refus de la prolongation des mandats des élus), les critiques de l'opposition ont été affaiblies par leur manque de coordination et de cohésion. Quand certains de ses dirigeants s'offusquaient de l'absence d'inclusivité de la démarche ou de certains aspects de la réforme, d'autres refusaient catégoriquement toute révision constitutionnelle. Le Somali Salvation Forum est à ce titre révélateur : sur le modèle du front du « Salut national » formé par l'opposition en 2021, **le Somali Salvation Forum (SSF, ou Forum pour le Salut de la Somalie) a été mis en place en mai 2025**[16], sous la direction de l'ancien président Sheikh Sharif Sheikh Ahmed. En août 2025, plusieurs leaders politiques ont néanmoins fait défection du SSF et négocié avec HSM un accord en vue de réviser des modifications constitutionnelles adoptées un an plus tôt, légitimant la réforme de la Constitution.

Une opposition de plus en plus virulente

L'opposition s'est progressivement renforcée[17] et a lancé en octobre 2025 le Somali Future Council (SFC) en remplacement du SSF. Celui-ci intégrait Said Abdullahi Deni, président du Puntland, Ahmed Islam Madobe, président du Jubaland, deux anciens membres du NCC, et un ancien premier ministre et candidat à la présidentielle, Abdi Farah Shirdon Saiid[18] - notons que l'ancien président Mohamed Abdullahi Farmaajo ne faisait pas partie de cette nouvelle coalition[19]. À l'approche de la fin de mandat de HSM, le 15 mai 2026, **cette branche d'opposition envisageait de le chasser du pouvoir par tous les moyens, y compris par la force**. Elle projetait également de mettre en place des institutions parallèles[20].

Sous pression, HSM a accepté une nouvelle rencontre avec les membres de l'opposition le 10 mai 2026, cinq jours avant l'expiration de son mandat. Refusant de fléchir, l'opposition a continué de rejeter l'organisation « *unilatérale et non-consensuelle d'élections* » et a appelé à considérer HSM comme un « *citoyen ordinaire* » à partir du 15 mai 2026, date de la fin de son

[15] Heritage Institute, *State of Somalia 2024*, August 2025, p. 6.
[16] https://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2025-10/somalia-41.php, consulté le 16 juin 2026 ; https://www.somaliguardian.com/news/somalia-news/somalia-opposition-faction-strikes-surprise-electoral-deal-with-president-hassan-sheikh-mohamud/, consulté le 16 juin 2026.
[17] https://constitutionnet.org/news/voices/provisional-permanent-constitution-assessing-end-somalias-constitutional-review-process, consulté le 17 juin 2026.
[18] https://www.bbc.com/somali/articles/c784ydy7e6eo, consulté le 16 juin 2026.
[19] Entretien téléphonique avec un chercheur somalien, le 16 juin 2026. L'intégration de Farmaajo dans la coalition de l'opposition aurait été rejetée catégoriquement par Abdirahman Abdishakur Warsama et Hassan Ali Khaire pour des rancunes personnelles datant de sa présidence (2017-2022).
[20] https://somaliatoday.com/politics/somalia-opposition-says-parliament-mandate-expired-2026-04-14/, consulté le 17 juin 2026.

mandat[21]. Facilités par les ambassades américaine et britannique, ces pourparlers de la dernière chance ont cependant échoué[22].

À l'issue, Sheikh Sharif Sheikh Ahmed déclarait :

> « *Nous n'allons pas accepter des changements des règles constitutionnelles faits par un Parlement dont nous connaissons bien tous la situation, compromis et corrompu par le président avec les deniers publics. Les modifications commandées par ce président et faites en sa faveur sont inacceptables. Il ne s'agit ni de la bonne méthode ni du bon chemin* »[23].

De la contestation politique à l'escalade militaire

Les positions semblaient alors irréconciliables. **La situation a dégénéré dans la nuit du 3 au 4 juin 2026, des affrontements armés éclatant à Mogadiscio** entre les forces de sécurité gouvernementales sous les ordres de HSM et les gardes rapprochées[24] de certains hommes politiques de l'opposition, dont Sheikh Sharif Sheikh Ahmed et Hassan Ali Khaire[25]. Des drones kamikazes ont notamment été utilisés pour attaquer les résidences des deux opposants et les membres de leur garde rapprochée[26]. On dénombrait au moins 13 morts, 189 blessés et près de 12 500 ménages déplacés[27]. L'hôtel Elite, lieu d'accueil des délégations officielles étrangères, a également été attaqué, occupé et partiellement détruit par les troupes gouvernementales au prétexte que son propriétaire, ancien ministre, proche parent de l'ancien président Sheikh Sharif, y dissimulait des armes.

Dans ce contexte, le gouvernement a accusé l'opposition de préparer un coup de force et fait circuler des images des armes qui auraient été saisies au cours de ces opérations. Il insistait aussi pour que les leaders de l'opposition déménagent vers la zone sous contrôle gouvernemental de Halane, dans l'enceinte de l'aéroport. Selon un chercheur interrogé, **le risque d'escalade demeure réel** : il y a une « *volonté claire d'utiliser la force contre les soutiens armés des opposants et la situation va empirer car ces derniers se préparent à mobiliser des moyens supplémentaires, y compris des drones. À son époque, le général-président Mohamed Siad Barre avait plus de moyens militaires que Hassan Sheikh Mohamud, et il a quand même été chassé du pays. Personne ne peut demeurer au pouvoir par la force en Somalie* »[28].

---

[21] https://www.hiiraan.com/news4/2026/May/205057/somali_opposition_warns_of_constitutional_crisis_rejects_term_extension_plan.aspx, consulté le 17 juin 2026.

[22] https://www.hiiraan.com/news4/2026/May/205156/somali_government_opposition_fail_to_reach_deal_in_mogadishu_election_talks.aspx, consulté le 17 juin 2026.

[23] Somali cable (chaîne YouTube), "Waxaa nasiib darro ah in ruux PHD wato laga kari la'yahay waqtigaaga wuu dhamaaday...", 15 mai 2026. https://www.youtube.com/watch?v=xcFhWF6AXsI, consulté le 15 mai 2026.

[24] Elles sont un mixte de garde privée, de milice clanique, de volontaires et d'anciens éléments des forces de sécurité et de défense somaliennes. Compte tenu du contexte sécuritaire incertain dans le pays, chaque homme politique, d'une certaine importance, dispose de sa propre garde personnelle qu'il prend en charge.

[25] https://www.aljazeera.com/news/2026/6/3/heavy-gunfire-erupts-in-mogadishu-amid-protests-against-presidents-rule, consulté le 17 juin 2026.

[26] Entretien téléphonique avec un chercheur somalien basé à Mogadiscio, le 9 juin 2026.

[27] https://www.aljazeera.com/news/2026/6/5/somalia-declares-order-restored-after-two-days-of-fighting-in-mogadishu, consulté le 18 juin 2026.

[28] Entretien téléphonique avec un chercheur somalien basé à Mogadiscio, le 9 juin 2026.

Si la réforme constitutionnelle a rebattu les équilibres au sommet de l'État, elle a tout autant bouleversé les rapports entre Mogadiscio et les États fédérés.

II. Les relations entre l'État fédéral et les États régionaux

Les rapports entre les États fédérés et le gouvernement fédéral font l'objet de querelles politiques anciennes. Du fait du fonctionnement du système électoral (formule 4,5), les États régionaux jouent traditionnellement un rôle crucial dans la sélection des futurs membres du Parlement fédéral. Orienter le développement de ces États est donc essentiel pour le gouvernement fédéral et lui permet de s'assurer le soutien nécessaire à sa longévité.

Le flou des textes juridiques sur les compétences de ces échelons politiques a contribué à tendre leurs relations. Chaque État membre fonctionne comme un mini-État au sein de la fédération somalienne, disposant de sa propre Constitution, de son Parlement, de son gouvernement et de son président élu. L'administration Farmaajo (2017-2022) avait réussi à trouver une entente avec trois de ces États régionaux en plaçant ses hommes à leur tête : le Galmudug, le Hirshabelle et l'État du Sud-Ouest. Le Puntland et le Jubaland échappaient à son emprise directe. HSM a, lui, commencé son mandat en s'assurant le soutien de ces deux États. Cette alliance n'a toutefois pas résisté à l'exercice du pouvoir et aux intérêts politiques divergents.


YÉMEN
Aden
Détroit de Bab Al-Mandeb
DJIBOUTI
Djibouti
Golfe D'Aden
50° E
60° E
Bossasso
Erigavo
Awdal
Berbera
Borama
Somaliland
Sanaag
État du Nord-est
Puntland
Hargeisa
Burco
Sool
Las Anod
Garoowe
ÉTHIOPIE
Gaalkacayo
SOMALIE
Galmudug
Dhuusamareeb
Galguduud
Beledweyne
Xudur
Hirshabelle
OCÉAN INDIEN
Baidoa
Jowhar
État du Sud-ouest
Baardheere
Mogadiscio
Merka
Bu'aale
Jubaland
KENYA
Équateur
Kismayu
250 KM
Somaliland autoproclamé indépendant (depuis 1991), officiellement région faisant partie du territoire de la Somalie
États membres en rupture avec le pouvoir central de Mogadiscio
Pouvoir central de Mogadiscio
Scrutin tenu le 30 juillet 2026 et remporté par le JSP
Unionistes souhaitant rejoindre la fédération somalienne
Présence de groupes armés
Al-Shabaab
Forces de maintien de la paix de l'Union africaine
Bases militaires
américaine
base américaine d'où sont envoyés en partie les drones vers la Somalie
émirienne
turque
Installation militaire américaine
Port important
DJIBOUTI
ETHIOPIE
SOMALIE
OCÉAN INDIEN

1. La détérioration des relations entre Mogadiscio et les États du Puntland et du Jubaland

Le Puntland est considéré comme le plus ancien des États membres et le premier membre de la fédération somalienne. En 1998, dans le contexte de la guerre civile, il s'est constitué en un mini-État fonctionnel et stable à l'instar du Somaliland (cf. infra)[29]. Les dirigeants, qui se sont succédé à sa tête, ont entretenu une relation privilégiée avec le pouvoir de Mogadiscio et plusieurs d'entre eux ont été candidats aux élections présidentielles. C'est le cas notamment de Said Abdullahi Deni, sixième président du Puntland, candidat à la présidentielle somalienne de 2022 et probable futur candidat. Said Abdullahi Deni et HSM avaient fait alliance pour battre M.A. Farmaajo en 2022. Après sa victoire, HSM a cependant ignoré les suggestions de son allié pour la nomination du premier ministre somalien. Se sentant trahi, Said Abdullahi Deni a progressivement pris ses distances avec le président fédéral.

Accusant HSM de porter atteinte au modèle fédéral, **le Puntland a déclaré en janvier 2023 qu'il agirait désormais comme un gouvernement indépendant**[30]. Said Abdullahi Deni a cessé de prendre part aux réunions du NCC, puis le 25 mai 2023, le Puntland a organisé des élections municipales au suffrage universel direct[31]. Deni a, quant à lui, été réélu président le 8 janvier 2024 pour un deuxième mandat malgré les tentatives du gouvernement fédéral pour le faire échouer. HSM a assisté à la cérémonie d'investiture le 25 janvier 2024 dans la ville de Garowe, capitale du Puntland, sans que ce geste ne rapproche les deux hommes. Deux anciens présidents somaliens, Sheikh Sharif Sheikh Ahmed et Mohamed Abdullahi Farmaajo, ont effectué une tentative de médiation en février 2024, également sans succès. Tous deux ont estimé que HSM manquait de bonne volonté[32].

Le président du Jubaland, Ahmed Mohamed Islam, dit Ahmed Madobe, s'est quant à lui rapproché de HSM durant la dernière année de la présidence de Farmaajo (2021-2022). Madobe entretenait des relations exécrables avec ce dernier et a rejoint la coalition de l'opposition, à laquelle appartenait HSM, en vue de faciliter son maintien au pouvoir au Jubaland, dont il est à la tête depuis 2012, date de la formation de l'État fédéré. La nomination en juin 2022 par HSM d'un premier ministre issu du Jubaland (Hamza Abdi Barre) avait contribué à renforcer la relation entre les deux hommes.

Ahmed Madobe s'est cependant retiré du NCC en octobre 2024, rejetant la proposition du président somalien de prolonger d'un an les mandats des leaders des États membres et d'organiser des élections au suffrage universel direct sous les auspices du gouvernement

[29] Martha C. Johnson and Meg Smaker, « State Building in De Facto States: Somaliland and Puntland Compared », *Africa Today*, 2014, Vol. 60, n°4, pp. 3-23.
[30] Heritage Institute, *State of Somalia. 2023 Report*, 2024, p. 4.
[31] Conseil de sécurité des Nations Unies, *Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation en Somalie*, 15 juin 2023, p. 2.
[32] https://radiodalsan.com/2024/02/14/former-somali-presidents-unable-to-mediate-mohamud-deni-conflict/, consulté le 21 juin 2026.

fédéral[33]. Il aurait interprété cela comme une volonté de mise sous tutelle des États membres et de leurs dirigeants et aurait déclaré : « *Pour quelles raisons attendrais-je d'Hassan Sheikh Mohamud ce que je pourrais me procurer par moi-même ?* »[34]. **Après modification de la Constitution du Jubaland, il a organisé des élections parlementaires et s'est fait réélire** président le 25 novembre 2024[35]. **Le gouvernement fédéral a rejeté les résultats de ces élections en les qualifiant d'autodésignation**, une condamnation suivie d'un mandat d'arrêt décerné à l'encontre d'Ahmed Madobe[36]. Les autorités judiciaires du Jubaland ont répliqué en décernant à leur tour un mandat d'arrêt à l'encontre de HSM. À Ras Kamboni, quelques jours plus tard, était repoussée une **opération militaire des forces armées fédérales**[37], suite à laquelle Ahmed Madobe a décidé de suspendre les relations du Jubaland avec le gouvernement fédéral[38].

2. Les États du Nord-Est, du Sud-Ouest, de Galmudug, et de Hirshabelle : ou comment HSM tente d'imposer ses fidèles

L'État du Nord-Est est formé par les régions de Sool et de Sanaag et du district de Cayn, séparées du Somaliland depuis août 2023 à l'issue de combats armés[39]. Connue dans un premier temps sous le nom de SCC-Khatumo, cette nouvelle entité a rejoint la fédération somalienne en tant que septième État fédéré en 2025[40].

L'État du Sud-Ouest, le Galmudug et le Hirshabelle sont quant à eux trois anciens États de la fédération somalienne dont les présidents ont été mis en place sous l'administration Farmaajo. À son arrivée au pouvoir, HSM a réussi à les placer dans son giron politique. Les trois présidents, Abdiaziz Hassan Mohamed dit Laftagareen, Ahmed Abdi Karie dit Qoor Qoor et Ali Abdullahi Houssein dit Ali Guudlaawe, avaient été élus à la tête des exécutifs régionaux entre 2018 et 2020. Disposant de capacités économiques et militaires limitées, ces États ne résistent aux milices Shabaab que grâce aux soutiens financiers et sécuritaires du gouvernement fédéral et des forces de maintien de la paix de l'Union africaine. Ainsi, **les trois présidents assistent-ils assidûment aux réunions du NCC et avalisent à peu près toutes les propositions du gouvernement fédéral**. Ils ont par ailleurs rejoint, dès son lancement le

[33]https://www.somaliguardian.com/news/somalia-news/somalias-president-leads-ncc-meeting-after-jubaland-leaders-exit-from-election-talks/, consulté le 21 juin 2026.
[34] Entretien téléphonique avec un chercheur somalien basé à Mogadiscio, le 9 juin 2026.
[35]https://horseedmedia.net/ahmed-madobe-wins-third-term-as-jubaland-president-amid-constitutional-changes/395919/, consulté le 21 juin 2026.
[36] Le mandat d'arrêt sur Ahmed Madobe, président du Jubaland, sera levé le 29 janvier 2026 pour permettre sa venue à Mogadiscio dans le cadre des pourparlers entre le gouvernement fédéral et l'alliance de l'opposition, le Somali Future Council. Cette décision a soulevé la question de l'indépendance de la justice et son instrumentalisation par Villa Somalia. Voir : https://www.hiiraan.com/national4/2026/Jan/204291/mogadishu_court_lifts_arrest_warrant_against_jubbaland_leader_ahead_of_talks.aspx, consulté le 21 juin 2026.
[37]https://www.garoweonline.com/en/news/somalia/somalia-jubaland-forces-clash-with-sna-forces-after-madobe-takeover, consulté le 21 juin 2026.
[38]https://www.reuters.com/world/africa/somalias-jubbaland-government-suspends-ties-with-federal-administration-2024-11-28/, consulté le 21 juin 2026.
[39] Markus Virgil Hoehne, "Israel Recognizes Somaliland: Risks for Peace and Conflict in the Somali Horn of Africa", *African Arguments January*, 6, 2026.
[40] https://www.hiiraan.com/news4/2025/Sept/202750/somalia_announces_official_formation_of_northeastern_federal_state.aspx, consulté le 21 juin 2026.

13 mai 2025, le nouveau parti politique de HSM, Justice and Solidarity Party (JSP)[41]. **Le président du nouvel État du Nord-Est, Abdiqadir Ahmed Aw-Ali dit Firdhiye, a également rejoint le JSP**[42], permettant aux dirigeants du parti de le présenter comme la coalition politique ayant la plus large représentation nationale et clanique (elle comprend aussi des leaders politiques issus géographiquement et claniquement du Puntland, du Jubaland et du Somaliland, des États membres réfractaires au contrôle de Mogadiscio).

Les relations de HSM avec les leaders de ces États se sont, elles aussi, dégradées alors que se profilaient les scrutins visant à élire les dirigeants de ces régions, dans le cadre de la nouvelle Constitution. HSM a en effet cherché à placer des fidèles à leur tête, sans même consulter les dirigeants en place, pourtant membres de son parti. Cet exercice devait débuter dans l'État du Sud-Ouest dont le président, Abdiaziz Laftagareen, est en poste depuis 2018. Aden Mohamed Nur dit Aden Madobe, président de la Chambre basse du parlement fédéral depuis 2022, fidèle allié politique du président HSM et originaire de la région, était pressenti pour être le candidat du JSP. Mécontent des manœuvres de HSM, **Abdiaziz Laftagareen a pris ses distances avec le JSP et le gouvernement fédéral,** organisé des élections avec le soutien de la coalition de l'opposition, le Somali Future Council, **et a été réélu président de l'État du Sud-Ouest le 28 mars 2026**. Alors que les leaders de l'opposition l'ont félicité[43], le gouvernement fédéral a condamné le processus et envoyé l'armée pour « *maintenir l'unité nationale et l'ordre constitutionnel* »[44]. **L'armée a rapidement pris le contrôle de Baidoa, la capitale de l'État du Sud-Ouest[45] et Abdiaziz Laftagareen a été contraint de démissionner,** puis de fuir au Kenya. Toutefois, une fois au Kenya, il a retiré le message de sa démission des réseaux sociaux, rappelé qu'il était le président légitime de l'État du Sud-Ouest et a poursuivi la résistance par l'intermédiaire des éléments qui lui sont restés fidèles.

Le gouvernement fédéral a mis en place une administration intérimaire dans l'État du Sud-Ouest et s'est employé à la tenue d'élections parlementaires et municipales. Selon les résultats officiels du 14 mai 2026, le JSP (pro-HSM) aurait gagné 51 des 95 sièges au sein de la Chambre des représentants de l'État du Sud-Ouest. Le 10 juin, Aden Madobe a été largement élu président de l'État après le boycott d'une figure majeure de l'opposition, Sharif Hassan Aden[46].

Fort de ce « succès », HSM semble désormais concentrer son attention sur les élections de l'État du Galmudug, où il espère imposer son candidat, Liban Ahmed Hassan dit Liban Shuluq[47]. Après d'intenses tractations avec les envoyés spéciaux du président fédéral, son

[41] https://www.ftlsomalia.com/justice-and-solidarity-party-officially-launched-ahead-of-2026-elections-in-somalia/, consulté le 21 juin 2026.
[42] https://en.goobjoog.com/fgs-fms-political-heavyweights-take-key-posts-as-president-mohamud-unveils-news-party/, consulté le 22 juin 2026.
[43] https://www.geeska.com/en/south-west-states-swift-election-and-fallout-followed, consulté le 22 juin 2026.
[44] Idem.
[45] https://www.aljazeera.com/news/2026/3/31/somali-army-takes-over-key-city-in-southwest-as-state-leader-resigns, consulté le 22 juin 2026.
[46] https://www.dawan.africa/news/sheikh-aden-madobe-elected-president-of-south-west-state, consulté le 22 juin 2026.
[47] https://www.ftlsomalia.com/president-backs-single-candidate-for-galmudug-leadership/, consulté le 22 juin 2026.

principal opposant, Qoor Qoor, a finalement accepté de ne pas se représenter aux élections[48], permettant à HSM d'engranger une nouvelle victoire politique. Ces désaccords ont conduit la Commission électorale à repousser la tenue du scrutin (prévu initialement le 9 juillet 2026) au 30 juillet, qui s'est conclu par une victoire du JSP, parti de HSM.

3. Que reste-t-il du Somaliland et de ses espoirs d'indépendance ?

La situation du Somaliland est singulière par rapport à celles des six autres États membres[49] de la fédération. Ses autorités affirment avoir fait sécession de la Somalie en 1991, suite à la chute du régime de Siad Barre. Pour justifier leur indépendance, elles mettent en avant l'histoire particulière de leur région, colonisée par le Royaume-Uni (et non l'Italie comme le reste de la Somalie), une brève période d'indépendance en 1960, et la lutte armée contre le régime de Siad Barre menée par le Somali National Movement dans les années 1980 et dont sont largement issus les bâtisseurs du Somaliland post-1991[50].

Le Somaliland s'est doté d'une Constitution en 2001, et des élections municipales, parlementaires et présidentielles ont été régulièrement organisées. Cependant, **les autorités de Mogadiscio, qui réfutent les discours indépendantistes du Somaliland, rappellent à chaque occasion la sacralité de l'unité de la Somalie**. Elles soulignent également que les populations du Nord continuent de bénéficier d'une représentation dans les deux Chambres du Parlement fédéral, au sein du gouvernement et parmi les hauts postes de l'État somalien. **Elles évitent néanmoins de s'ingérer dans les affaires internes du Somaliland** qui a acquis une autonomie *de facto* dans son organisation administrative, politique et sécuritaire.

Des pourparlers ont été organisés à plusieurs reprises par l'intermédiaire de la Turquie et de Djibouti afin de rapprocher les autorités d'Hargeisa (capitale du Somaliland) et de Mogadiscio[51]. Le dernier dialogue en date s'est tenu en décembre 2023 à Djibouti[52] et s'est conclu par un communiqué final prévoyant la mise en place d'une feuille de route conjointe[53]. Mais **la signature le 1er janvier 2024, à Addis-Abeba entre le président du Somaliland et le premier ministre éthiopien, d'un mémorandum d'entente (MoU)**[54] octroyant un espace maritime à l'armée éthiopienne contre une éventuelle reconnaissance du Somaliland, a mis fin

[48] https://www.hiiraan.com/news4/2026/Jun/205516/galmudug_president_qoorqoor_withdraws_from_reelection_race.aspx, consulté le 26 juin 2026.
[49] Pour rappel, il s'agit du Puntland, du Jubaland, l'État du Sud-Ouest, de Galmudug, de Hirshabelle et de l'État du Nord-Est.
[50] Fatuma Ahmed Ali, « The Somali National Movement: Engineering self-determination of Somaliland », in Jean-Nicolas Bach (eds.), *Routledge Handbook of the Horn of Africa*, 2022, p. 89-97.
[51] Omar Mahmood and Zakaria Yusuf, « Somalia-Somaliland: A Halting Embrace of Dialogue », International Crisis Group (ICG), August 2020.
[52] https://www.presidence.dj/article/la-reprise-des-pourparlers-entre-la-somalie-et-le-somaliland-debouche-sur-une-serie-importante-de-resolutions-1310, consulté le 23 juin 2026.
[53] Voir aussi le texte du communiqué final en langue somalie : Warmurtiyeedka Shirka Djibouti ee wadahadalada Dawladda Federaalka Soomaaliya iyo Dawladda Somaliland sur https://www.bbc.com/somali/articles/c4nyq775dkxo et sur https://www.voasomali.com/a/war-murtiyeed-laga-soo-saaray-wada-hadalladii-dowladda-federaalka-iyo-somaliland/7417706.html, consulté le 23 juin 2026.
[54] Voir Heritage Institute, « Ethiopia's MoU with Somaliland: A Threat to Somalia's Sovereignty and Regional Stability », Policy Brief, March 2024 et Aden Omar Abdillahi, « Le MoU du jour de l'an 2024 au prisme de l'hostilité séculaire entre Somaliens et Éthiopiens », Note d'analyse, IEPS-CERD, avril 2024.

aux espoirs de rapprochement. Djibouti et la Somalie ont dénoncé le mémorandum et accusé l'Éthiopie de porter atteinte à la souveraineté de la Somalie.

Le projet de l'Éthiopie a été largement condamné à travers le monde. En raison des fortes pressions internationales sur l'Éthiopie, **ce rapprochement n'a pour l'instant pas dépassé le stade déclaratoire** (le MoU n'a d'ailleurs jamais été rendu public). Le gouvernement éthiopien souhaitait un espace maritime utilisable à des fins militaires et commerciales, tandis qu'il n'était pas question pour le Somaliland de voir l'Éthiopie disposer de son propre port commercial ; ceci d'autant plus que celui de Berbera, développé en partenariat avec l'opérateur émirati DP World, souffrait déjà de sous-activité. De plus, les autorités du Somaliland espéraient un soutien militaire éthiopien pour reconquérir le territoire du SCC-Khatumo qui avait fait sécession quelques mois plus tôt, en août 2023. Elles craignaient un effet de contagion de la situation au SCC-Khatumo, devenu récemment l'État du Nord-Est et établi sur au moins 45% du territoire du Somaliland[55], vers d'autres zones, dont la région Awdal. Les populations de cette région située au nord-ouest du Somaliland seraient en effet plus favorables à une union avec la Somalie.

Une nouvelle étape dans la crise diplomatique entre le gouvernement fédéral et le Somaliland est intervenue le 26 décembre 2025 suite à la reconnaissance israélienne du Somaliland[56]. Pour la première fois, un pays membre des Nations Unies a reconnu officiellement l'indépendance de ce territoire. Malgré les vives contestations du gouvernement somalien, le Somaliland et Israël ont concrétisé leur rapprochement par plusieurs visites bilatérales officielles[57] et la nomination de deux ambassadeurs. De nombreuses personnalités au Somaliland, les oulémas notamment, ont exprimé publiquement leur incompréhension, faisant valoir la politique d'Israël à l'égard des Palestiniens. Au Yémen, les Houthis ont également menacé le Somaliland de représailles militaires[58].

Ces recompositions internes ne peuvent toutefois se comprendre sans les replacer dans le contexte régional et international qui façonne la trajectoire de la crise somalienne.

III. Les implications régionales et internationales de la crise constitutionnelle et électorale

Deux priorités ont orienté la politique étrangère somalienne des dernières années : la lutte contre les mouvements terroristes, Al-Shabaab et Daech, et l'impératif de maintenir l'unité du pays. La lutte contre le terrorisme s'opère depuis l'échelle locale (milices claniques) jusqu'à

[55] Discussion avec une parlementaire de l'État du Nord-Est à Dhusamareb (Galmudug, Somalie) en janvier 2026.
[56] Pour une analyse des conséquences politiques et sécuritaires de cette reconnaissance voir : Aden Omar Abdillahi et Hassan Omar Ahmed, « Reconnaissance de la région du Somaliland par Israël : une démarche contre-productive pour la sécurité régionale et internationale », Note d'analyse, IEPS-CERD, janvier 2026. Voir également : Roland Marchal, « The Recognition of Somaliland by Israel as an indicator of a Geopolitical Dynamic Between the Horn and the Gulf », Les Analyses du CERI, janvier 2026.
[57] https://www.aljazeera.com/news/2026/1/6/israeli-fm-visits-somaliland-after-world-first-recognition-storm, consulté le 23 juin 2026. https://www.rfi.fr/en/africa/20260614-somaliland-president-makes-historic-visit-to-israel, consulté le 23 juin 2026.
[58] https://www.somaliguardian.com/news/somalia-news/houthis-threaten-israel-somaliland/, consulté le 24 juin 2026.

l'échelle internationale, notamment via la mission de l'Union africaine en Somalie (Mission de transition de l'Union africaine en Somalie - ATMIS, devenue AUSSOM en janvier 2025) et les interventions militaires des pays de la sous-région. Quant à l'unité du pays, elle reste soutenue à l'international par la quasi-totalité des États et des organisations internationales. Pour soutenir cet objectif, le régime de HSM poursuit le renforcement de sa coopération avec ses partenaires traditionnels (Turquie, Djibouti), mais aussi avec de nouveaux partenaires (Égypte).

1. La lutte contre Al-Shabaab : insurrections locales et interventions internationales

En 2022, le gouvernement somalien avait mis à profit une révolte populaire armée contre Al-Shabaab pour lancer une large offensive militaire à l'encontre du mouvement terroriste dans les régions du centre du pays. Depuis quelques années, des milices se sont ainsi organisées dans deux États membres, le Hirshabelle et le Galmudug, pour se débarrasser des éléments des Shabaab qui rackettaient et terrorisaient les populations. Les affrontements, d'abord sporadiques, ont pris des proportions plus significatives à partir de mi-juin 2022 lorsque les Shabaab ont perdu 70 membres face à une milice dans la ville de Bahdo[59]. Les milices de la région de Hiraan avaient obtenu des armes et des munitions du gouvernement fédéral somalien qui les encourageait à poursuivre leurs actions dans les zones rurales[60]. Soutenues par l'armée et des troupes éthiopiennes, elles lancèrent plusieurs offensives contre les Shabaab et les chassèrent de nombreuses zones qui revinrent aussitôt sous le contrôle de l'armée somalienne[61]. Cette mobilisation populaire, et les premiers succès enregistrés par ces opérations, ont incité le gouvernement à répliquer l'expérience dans d'autres régions[62].

Galvanisé par ce succès et à la suite de quelques actions terroristes spectaculaires des Shabaab à Mogadiscio[63], et de leur incursion en territoire éthiopien en juillet 2022[64], HSM a rehaussé son niveau d'engagement et **déclaré la guerre totale contre Al-Shabaab dès août 2022**[65].

Les États-Unis[66] et la Turquie lui ont apporté leur soutien à travers un appui par drones[67] et en intensifiant la fourniture d'équipements militaires aux deux unités de l'armée somalienne

[59] International Crisis Group, *Sustaining Gains in Somalia's Offensive against Al-Shabaab*, Crisis Group Africa, Briefing n°187, 21 March 2023.
[60] Samira Gaid, « The 2022 Somali Offensive Against al-Shabaab: Making Enduring Gains Will Require Learning from Previous Failures », *CTC Sentinel*, November/December 2022, p. 31.
[61] Idem, p. 31.
[62] International Crisis Group, *Sustaining Gains in Somalia's Offensive against Al-Shabaab*, Crisis Group Africa, Briefing n°187, 21 March 2023, p. 5.
[63] L'attaque du 19 août 2022 contre Hayat Hotel situé à Mogadiscio a fait 21 morts et 117 blessés à la suite d'un siège et des combats entre les éléments des Shabaab et les forces de sécurité somaliennes qui ont duré 30 heures. https://www.bbc.com/news/world-africa-62621205 et https://www.lemonde.fr/en/international/article/2022/08/20/somali-forces-battle-al-shabaab-at-besieged-mogadishu-hotel_5994150_4.html?srsltid=AfmBOorfVyPtkLJyMAm6cf4LIulXqefjQ9k9rK-3baKOaIgFHvhQUm8Y, consulté le 7 juillet 2026.
[64] https://www.criticalthreats.org/briefs/africa-file/africa-file-al-shabaab-attacks-ethiopia?__cf_chl_f_tk=upkNCLBP8o_doLViVq0rJpEHGLbPJnnd1bXqDDmkXyE-1783445216-1.0.1.1-M.iBSMQe5U7wlcG_VPMDko07OfVg0ziwt6Ayq.kzduM, consulté le 7 juillet 2026.
[65] https://www.voanews.com/a/somalia-s-president-vows-total-war-against-al-shabab/6714508.html, consulté le 7 juillet 2026.
[66] https://www.aljazeera.com/news/2022/9/21/us-military-says-killed-27-al-shabab-fighters-in-central-somalia, consulté le 7 juillet 2026.
[67] Les Etats-Unis lancent notamment leurs drones depuis leur base à Djibouti.

qu'ils ont formées - Danab et Gorgor[68]. À l'échelle régionale, au début de l'année 2023, une rencontre qui a réuni à Mogadiscio le président HSM, les présidents djiboutien et kényan et le premier ministre éthiopien[69], s'est conclue sur la promesse d'envoyer des troupes supplémentaires au sein de la mission de l'Union africaine[70]. Il s'agissait aussi d'anticiper la réduction annoncée des effectifs de l'ATMIS et sa transition vers l'AUSSOM en janvier 2025. La lutte contre Al-Shabaab passait aussi, selon le gouvernement somalien, par le tarissement de ses sources de financement et le démantèlement de ses réseaux de collecte de fonds, comme la fermeture de comptes bancaires affiliés au mouvement, la surveillance de la téléphonie mobile[71] et l'arrestation des complices[72].

Cette lutte totale contre les Shabaab a entraîné des représailles. Au moyen d'engins explosifs et d'affrontements directs, le mouvement s'est employé à multiplier les attaques contre les forces de sécurité et de défense somaliennes, les forces de l'AUSSOM et les milices claniques. Le « *nombre d'actes terroristes commis au premier trimestre 2023 a dépassé toutes les moyennes trimestrielles enregistrées depuis 2016* » et on a assisté au « *plus grand nombre d'attaques à l'engin explosif improvisé enregistrées par trimestre depuis 2017* »[73]. En mars 2025, c'est le convoi présidentiel transportant HSM vers l'aéroport de Mogadiscio qui a été ciblé par une attaque. HSM s'en est sorti indemne mais l'attaque a fait plusieurs morts et blessés parmi sa sécurité rapprochée[74].

Certes, **les offensives menées par le gouvernement fédéral, les milices locales et les troupes étrangères ont permis d'affaiblir les Shabaab en 2023 et en 2024**, **mais la tendance s'est inversée depuis 2025.** Al-Shabaab a repris une large partie des territoires perdus dans le centre du pays en améliorant ses relations avec les populations locales[75], et en **profitant du relâchement des efforts du gouvernement fédéral distrait par le climat politique et les échéances électorales**. À côté des Shabaab, il faut également souligner la présence des combattants de l'État islamique ou Daech, particulièrement actifs dans les montagnes d'Al-Miskaad du Puntland, et sur lesquels se sont concentrées les frappes des drones américains en 2025[76].

---

[68] https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2022/11/20/somalia-breakthrough-in-the-war-against-al-shabab_6004993_124.html, consulté le 7 juillet 2026.
[69] https://www.rfi.fr/en/africa/20230201-i, consulté le 7 juillet 2026.
[70] https://www.garoweonline.com/en/featured/will-frontline-countries-participate-in-somalia-s-black-lion-mission-against-al-shabaab, consulté le 7 juillet 2026.
[71] Elle est très utilisée en Somalie pour le paiement des dépenses quotidiennes et le transfert d'argent. Il devient de plus en plus difficile de payer en espèce à Mogadiscio. Pour ceux qui n'ont pas de compte bancaire, il suffit de se rendre dans le bureau d'un opérateur de télécommunication et de remettre les espèces, souvent en dollar, et en moins d'une minute l'argent est versé sur votre téléphone portable. La téléphonie mobile pourrait être considérée comme un système bancaire parallèle géré par les opérateurs de télécommunication.
[72] https://sonna.so/en/battling-al-shabaab-the-financial-front-in-the-war-on-terror, consulté le 8 juillet 2026.
[73] Conseil de sécurité des Nations Unies, *Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation en Somalie*, 15 juin 2023, p. 3.
[74] https://www.somaliguardian.com/news/somalia-news/somalias-president-narrowly-escapes-assassination-attempt-travels-to-frontlines/, consulté le 8 juillet 2026.
[75] International Crisis Group, *New Chapter, Same Stalemate: Somalia's War with Al-Shabaab*, Crisis Group Africa Briefing n°212, 30 June 2026.
[76] https://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2025-10/somalia-41.php, consulté le 8 juillet 2026.

L'AUSSOM, autorisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) et dirigée par l'UA[77], connaît quant à elle des difficultés financières depuis le début de son mandat[78]. Cette situation risque de s'aggraver avec l'annonce de la fin du financement américain pour le bureau des Nations Unies en Somalie après le 31 décembre 2026[79]. Forte de près de 12 000 éléments, l'AUSSOM comprend des contingents en provenance de l'Ouganda, du Burundi, de Djibouti, du Kenya, et de l'Éthiopie.

2. La Somalie de HSM, l'unité somalienne et ses soutiens régionaux

La Somalie, sous le mandat de HSM, s'est beaucoup rapprochée de la Turquie, de Djibouti et de l'Égypte qui ont fermement condamné le MoU signé entre le Somaliland et l'Éthiopie le 1er janvier 2024 et la reconnaissance, par Israël, du Somaliland en décembre 2025. Le partenariat avec l'Égypte est le plus récent et s'inscrit dans la politique globale du Caire dans la Corne dont l'objectif est d' « encercler » son concurrent éthiopien et notamment de faire obstacle à son projet d'accès à la mer. L'implication égyptienne en Somalie s'est renforcée en 2024 à la faveur du MoU entre le Somaliland et l'Éthiopie et du blocage des discussions sur le barrage du Nil bleu (GERD).

En 2025, l'Égypte a annoncé l'ouverture de sa première banque à Djibouti (Misr), le lancement de projets photovoltaïques dans le port de Djibouti, ou encore des activités de transbordement via Djibouti. Ces annonces contiennent une dimension symbolique et politique très forte à l'égard du voisin éthiopien dont l'import-export dépend encore à plus de 90% du port de Djibouti, et qui a placé son exportation d'électricité au cœur de sa diplomatie régionale. **« L'encerclement » égyptien passe également par son rapprochement avec le régime érythréen**, avec lequel plusieurs visites de haut niveau ont eu lieu en 2026, jusqu'à la visite du président Isaias Afewerki lui-même au Caire en juin 2026. Les deux États ont annoncé le développement de coopérations dans plusieurs secteurs clés : universitaire, bancaire, logistique ou encore portuaire.

Le rapprochement entre la Somalie et l'Égypte s'est concrétisé avec la signature d'un pacte de défense entre les deux États au Caire en août 2024 en vue de renforcer leur coopération en matière de sécurité, notamment dans la lutte contre les mouvements terroristes[80]. Lors de la rencontre entre les deux chefs d'État, l'Égypte a également exprimé son intérêt à prendre part à la mission de l'UA en Somalie, qui pourrait se concrétiser par le déploiement d'un contingent égyptien au sein de l'AUSSOM. Les échanges commerciaux se

[77] Résolution 2767 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 27 décembre 2024.
[78] https://issafrica.org/fr/iss-today/la-mission-de-paix-de-l-ua-en-somalie-les-promesses-de-financement-ne-suffisent-pas, consulté le 8 juillet 2026.
[79] https://www.reuters.com/world/africa/somalia-peacekeeping-mission-risk-us-blocks-un-support-sources-say-2026-07-02/, consulté le 8 juillet 2026.
[80] https://www.military.africa/2024/08/somalia-and-egypt-sign-defence-pact-to-enhance-security/, consulté le 9 juillet 2026.

sont également accrus entre les deux pays, qui ont convenu d'élever leurs relations au rang de partenariat stratégique en janvier 2025[81].

L'Égypte est ainsi parvenue à s'engouffrer dans la brèche stratégique permise par le refroidissement des relations entre la Somalie et l'Éthiopie. La tentative de dissipation des tensions entre la Somalie et l'Éthiopie, sous le parrainage du président turc en décembre 2024, ne semble pas avoir entravé cette dynamique, en dépit des déclarations d'apaisement d'Abiy Ahmed Ali sur le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Somalie[82]. **La visite de HSM à Addis-Abeba en juin 2026 pourrait néanmoins être interprétée comme un signe de rapprochement en cours** entre les deux États.

La Turquie a également profité des tensions entre la Somalie et l'Éthiopie pour approfondir ses relations, déjà anciennes, avec Mogadiscio. Ankara y dispose d'une base militaire depuis 2017[83], participe à la formation de l'armée somalienne et soutient le pays dans sa lutte contre Al-Shabaab. En août 2011, Recep Tayyip Erdogan, alors premier ministre, avait été le premier chef de gouvernement d'un État non africain à se rendre à Mogadiscio depuis vingt ans[84]. Depuis des années, et tirant les leçons de l'expérience d'autres pays comme le Qatar ou les Émirats arabes unis (EAU), la Turquie a opéré en toute discrétion, évitant de prendre position entre les dirigeants somaliens ou de s'ingérer dans les affaires politiques somaliennes. **Alors qu'il était initialement proche des EAU, rival de la Turquie, HSM a progressivement consolidé le partenariat avec Ankara**, notamment à travers la signature d'un MoU en janvier 2024. Un mois plus tard, pour contrer les ambitions éthiopiennes de s'installer sur le détroit de Bab-el-Mandeb, **la Somalie signait avec la Turquie un accord de coopération en matière de défense et d'économie de 10 ans**[85]. Plus récemment, la reconnaissance du Somaliland par Israël a agi comme un véritable électrochoc pour la Turquie, à l'instar de nombreux pays arabo-musulmans comme Djibouti, l'Égypte ou l'Arabie saoudite. Trois avions de chasse F-16 ont notamment été livrés par Ankara à Mogadiscio en janvier 2026, marque du soutien turc au régime somalien.

Les relations entre la Somalie et Djibouti étaient au plus bas lors du mandat de Mohamed Abdullahi Farmaajo (2017-2022). Ce dernier s'était rapproché du président érythréen, Isaias Afewerki, accusé par Djibouti d'être responsable du conflit frontalier de 2008 entre l'Érythrée et Djibouti. Farmaajo s'était rendu à Asmara et avait plaidé pour la levée des sanctions onusiennes contre l'Érythrée, omettant d'évoquer le contentieux frontalier avec Djibouti. Dans le contexte de réchauffement des relations entre Asmara et Addis-Abeba qui suivait l'arrivée

[81] Joint Political Declaration to Elevate Relations between Egypt and Somalia to Strategic Partnership, 23 January 2025, consulté le 9 juillet 2026 sur https://www.presidency.eg/en/%D9%82%D8%B3%D9%85-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1/%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1-%D8%B1%D8%A6%D8%A7%D8%B3%D9%8A%D8%A9/news-2312025-2/.

[82] Ankara Declaration by the Federal Democratic Republic of Ethiopia and the Federal Republic of Somalia facilitated by the Republic of Türkiye, 11 December 2024, consulté le 9 juillet 2026 sur https://www.mfa.gov.tr/etiyopya-federal-demokratik-cumhuriyeti-ve-somali-federal-cumhuriyeti-nin-ankara-bildirisi.en.mfa.

[83] https://www.aljazeera.com/news/2017/10/1/turkey-sets-up-largest-overseas-army-base-in-somalia, consulté le 9 juillet 2026.

[84] https://www.bbc.com/news/world-africa-14588960, consulté le 9 juillet 2026.

[85] https://www.cpreview.org/articles/2024/4/turkeys-long-game-in-somalia-goes-naval, consulté le 9 juillet 2026.

d'Abiy Ahmed au pouvoir, le gouvernement djiboutien estimait que Farmaajo, en se joignant à Asmara et Addis-Abeba, cherchait à isoler Djibouti dans la région. Avec le retour de HSM à Villa Somalia, le président djiboutien a déclaré, en décembre 2022, qu'il avait « *réussi à détruire des montagnes, des murs, des ennemis et à faire disparaître des nombreuses difficultés* »[86].

La Somalie et Djibouti se sont beaucoup rapprochés sous HSM et le soutien à la Somalie reste une priorité de la politique étrangère de Djibouti. L'affirmation de son unité n'a jamais souffert de tergiversations depuis Djibouti. Les relations avec les autorités du Somaliland se sont d'ailleurs tendues depuis le MoU de 2024 et surtout depuis la reconnaissance par Israël du Somaliland : dès décembre 2025, Djibouti a fermé son consulat au Somaliland et a cessé d'accepter le passeport somalilandais.

Consolidée par ces soutiens régionaux et internationaux, la position de HSM lui offre une marge de manœuvre accrue face à ses adversaires internes, ce qui invite à dresser le bilan de quatre années d'un pari politique aux conséquences encore incertaines.

[86] Discours prononcé par le Président djiboutien lors de l'Annual Forum for Ideas du 3 au 7 décembre 2022 au Palais du peuple, Djibouti. https://www.youtube.com/watch?v=683mNhXZ92k, consulté le 9 juillet 2026.

Conclusion

Après le mandat de Farmaajo (2017-2022), caractérisé par une actualité politique et diplomatique très intense, le tempérament et l'expérience du pouvoir de HSM auguraient des jours plus calmes. Il n'en a rien été. Son projet de réforme constitutionnelle a bouleversé l'échiquier politique somalien et donné lieu à d'intenses débats durant les quatre dernières années. Avec habileté, HSM a réussi à faire passer sa réforme, avec l'aval du NCC et des deux Chambres du Parlement somalien. C'était un pari politique, dont la réussite n'a été possible qu'au prix d'intenses tractations et du débauchage de membres de l'opposition, pourtant globalement très hostile au projet. En dépit des nombreuses autres priorités des gouvernements somaliens, et en premier lieu la lutte contre Al-Shabaab, rien n'a semblé faire dévier le gouvernement fédéral de sa volonté de faire aboutir la réforme.

Selon les autorités fédérales, la Somalie dispose désormais d'une nouvelle Constitution qu'elles entendent mettre en œuvre sans délai, notamment les dispositions relatives à la prolongation d'un an des mandats des institutions fédérales et à la tenue d'élections au suffrage universel direct dans les États membres. Les dirigeants de ces États restent réticents, voire en rébellion, sans toutefois être en mesure de contrer la détermination du gouvernement fédéral.

HSM semble en passe de réussir tous ses paris et de renforcer le pouvoir de l'État fédéral, à la fois face à ses oppositions et face aux États membres. Son alliance renforcée avec la Turquie lui a procuré les armes et la confiance nécessaire pour tenir bon face à ses adversaires internes, y compris les Shabaab, et pour se prémunir contre les pressions extérieures. Cette consolidation interne s'accompagne d'un ancrage régional plus large : au soutien traditionnel de la Turquie et de Djibouti s'est ajouté celui, plus récent et plus intéressé, de l'Égypte, dont l'engagement aux côtés de Mogadiscio s'inscrit d'abord dans sa rivalité avec l'Éthiopie sur le partage des eaux du Nil.

Cet activisme diplomatique ne doit cependant pas masquer une réalité plus préoccupante sur le plan sécuritaire. Après les succès de 2023 et 2024 grâce à la mobilisation des milices claniques et à l'appui de l'AUSSOM, Al-Shabaab a repris l'initiative depuis 2025, profitant du fait que l'attention et les ressources du gouvernement fédéral se sont progressivement reportées sur la bataille constitutionnelle et les scrutins régionaux. La crise politique n'a donc pas seulement fragilisé les relations entre Mogadiscio et les États membres : elle a aussi, indirectement, desserré l'étau sur les mouvements djihadistes, qu'il s'agisse d'Al-Shabaab ou des franges de l'État islamique implantées dans les montagnes du Puntland. Cette dynamique intervient alors que l'AUSSOM, dont le mandat et le financement conditionnent la présence des troupes africaines dans le pays, fait face à une incertitude croissante, en particulier depuis l'annonce de la fin du financement américain au 31 décembre 2026.

La consolidation de l'unité nationale reste aussi loin d'être acquise, notamment au regard de la situation au Somaliland. Celle-ci s'est complexifiée depuis la reconnaissance israélienne de

décembre 2025, qui a ouvert une brèche diplomatique dont d'autres acteurs pourraient chercher à profiter. Pour Mogadiscio, cette évolution est à double tranchant : elle pourrait accélérer le rapprochement d'autres régions du Somaliland avec la Somalie (comme la région Awdal), sur le modèle du SCC-Khatumo/État du Nord-Est, mais tout aussi bien conforter Hargeisa dans une posture d'affirmation internationale plus difficile à contenir.

La capacité du gouvernement fédéral somalien à convertir les richesses du pays (cheptel, ressources marines, hydrocarbures, minerais stratégiques) en développement réel reste encore, pour l'heure, hypothéquée par l'ensemble de ces défis.